

Carbon Disclosure Project Rapport suisse 2009

Enquête menée auprès des 100 plus grandes
entreprises suisses

Pour le compte de 475 investisseurs institutionnels gérant plus de
55 000 milliards de dollars d'actifs



© Naoya Hatakeyama - Prix Pictet 2009

Enquête suisse du CDP 2009 – principales tendances

Etant donné l'importance des enjeux que représente le changement climatique aujourd'hui, Pictet Asset Management et la Fondation Ethos ont décidé de parrainer l'enquête suisse du Carbon Disclosure Project (CDP) pour la troisième année consécutive depuis 2007.

Cette requête d'informations a été adressée aux 100 plus grandes capitalisations de la bourse suisse.

Un taux de participation stable et une amélioration de la transparence

Parmi les 96 sociétés contactées, 54 ont participé à l'enquête du CDP 2009 et ont accepté de fournir à leurs investisseurs des informations relatives à leur stratégie climatique. Ce taux de participation relativement faible de 56% reste sensiblement le même que celui de l'édition précédente (57%).

Néanmoins, en comparaison internationale, le taux de participation des 50 plus grandes sociétés suisses est particulièrement élevé (72%).

Quelques entreprises n'ont pas souhaité répondre au questionnaire du CDP, alors qu'elles sont particulièrement exposées aux risques carbone, étant donné leurs secteurs d'activités (transport, immobilier, production et distribution d'énergie, etc.).

En 2009, 37% des entreprises qui ont répondu n'ont pas souhaité que leurs

questionnaires puissent être consultés publiquement sur le site internet du CDP (www.cdproject.net). En 2008, ce chiffre était plus élevé (47%).

Une stratégie qui progresse mais des objectifs de réduction insuffisants

L'enquête du CDP révèle que 72% des sociétés répondantes adoptent et mettent en œuvre une stratégie en matière de changement climatique qui identifie clairement de nouvelles opportunités commerciales dans ce domaine. Ce chiffre est en augmentation depuis 2008 (60%).

Moins de sociétés perçoivent par contre un risque en matière de réglementations (44%). Celles-ci sont notamment dans l'attente de décisions politiques contraignantes sur les niveaux de réduction d'émissions de CO₂ à atteindre d'ici à 2020 et 2050 (accord climatique post-Kyoto). De même, en comparaison avec les autres pays d'Europe, le nombre de sociétés suisses percevant des risques physiques liés au changement climatique reste bas (48%). Un certain nombre de sociétés, particulièrement dans le secteur bancaire, ne perçoivent pas clairement que leurs chaînes de valeurs, qui s'étendent en dehors de Suisse, les exposent aux risques physiques du changement climatique.

Autre progrès important en 2009, les entreprises sont davantage enclines à calculer et publier la quantité de leurs émissions directes et indirectes (72%, contre 64% en 2008). Elles restent

par contre particulièrement peu nombreuses à calculer les émissions indirectes qui dépassent le périmètre de l'entreprise et qui sont pourtant importantes (soit en amont de la phase de production, soit dans la phase d'utilisation des produits et services).

Les sociétés qui établissent des objectifs de réduction de leurs émissions sont aussi en nette augmentation (65% en 2009, 53% en 2008). En revanche, rares sont les entreprises qui fixent des objectifs à la fois absolus et suffisamment ambitieux par rapport à leur impact réel.

La vérification externe des données d'émissions publiées par les sociétés reste modeste (35%) mais est en progression depuis 2008 (20%).

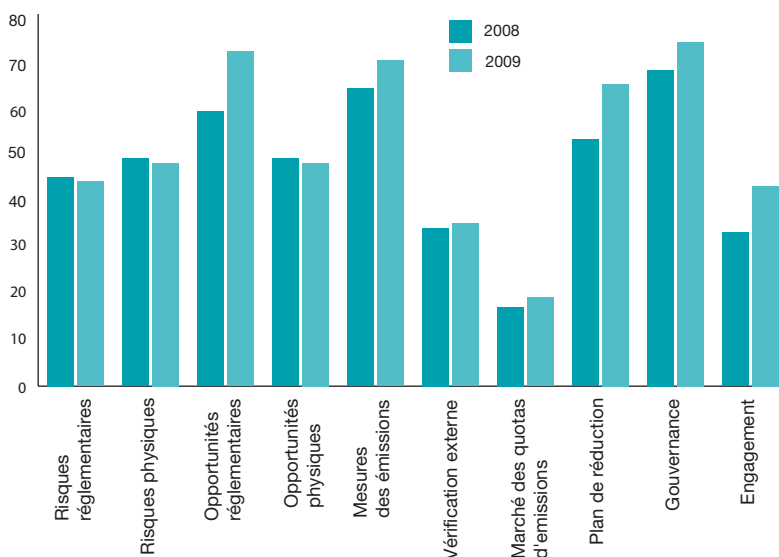
L'amélioration de la gouvernance de la question climatique est un autre indice que les sociétés suisses prennent conscience de l'urgence de répondre aux problèmes du climat. Ainsi, 74% des sociétés répondantes ont instauré un comité au sein du conseil d'administration ou alors une fonction exécutive spécifiquement en charge de la question. En 2008, elles n'étaient que 68% à avoir pris ces dispositions. Enfin, près de la moitié des sociétés répondantes collaborent avec l'Agence de l'économie pour l'énergie (AEnEC) afin de fixer des mesures de réduction d'émissions qui leur permettent d'échapper à la taxe sur le CO₂.

Résultats du Carbon Disclosure Leaders Index

Le troisième rapport du CDP suisse a procédé, pour la première fois, à une évaluation de la transparence des réponses données par les sociétés, selon une méthodologie développée par le CDP et le consultant PriceWaterhouseCoopers (cf. tableaux pour les résultats par entreprise)¹.

Les résultats ne reflètent pas la performance des entreprises en matière de changement climatique sous l'angle de leur empreinte carbone mais mesurent plutôt la qualité de l'information publiée. A cet égard, le secteur financier et des assurances se distingue des autres secteurs par des scores particulièrement élevés.

Evolution du niveau de transparence concernant les tendances clés en 2008 et 2009



Les banques et les assurances communiquent généralement de manière transparente sur leur stratégie climatique et leurs émissions directes de CO₂. En revanche, elles montrent de la réticence à prendre en compte et publier des données concernant l'intensité carbone des projets ou activités qu'elles financent ou assurent. Au contraire, les entreprises industrielles

communiquent plus systématiquement sur les émissions indirectes liées à la phase d'utilisation de leurs produits.

Les onze entreprises suisses qui font partie du classement des 500 plus grandes sociétés cotées mondiales (Global 500) obtiennent généralement aussi un bon score: l'impact climatique

qu'elles produisent mais également les ressources à leur disposition les amènent à communiquer de manière complète et transparente sur le sujet.

¹ PriceWaterhouseCoopers a évalué les réponses des onze sociétés appartenant à la catégorie des 500 plus grandes sociétés mondiales cotées (Global 500). Centre Info S.A. a été mandaté pour traiter et évaluer les réponses des 43 autres sociétés suisses ayant participé à l'enquête du CDP.

Niveau de transparence par secteur

Secteur	Réponses publiques	Réponses non publiques	Pas de réponse
Service aux consommateurs	Valora Holding*	Companie Financière Richemont Kuoni Travel Holding Rieter Holding	Charles Vögele Holding AG Forbo International SA PubliGroupe SA Schulthess Group Swatch Group Dufry
Biens de consommation	Barry Callebaut (43) Nestlé (60)	Lindt & Sprüngli	Arytza
Sociétés financières	Bâloise Holding (49) BEKB/BCBE (69) Bank Sarasin (63) Basler Kantonalbank (53) Credit Suisse (68) Helvetia Group* Partners Group (55) Swiss Re (76) UBS (68) Vontobel Holding AG (66) VP Bank Gruppe*	Jelmoli Julius Baer Luzerner Kantonalbank Valiant Holding Zurich Financial Services	Allreal Holding AG Banque Cantonale Vaudoise Basellandschaftliche Bank Bellevue Group AG EFG International Liechtensteinische Landesbank Mobimo Orascom Development Holding Pargesa Holding SA PSP Swiss Property St. Galler Kantonalbank Swiss Life Swiss Prime Site AG
Énergie			Petroplus Holding AG
Services aux collectivités			BKW FMB Energie Romande Energie
Technologie de l'information	Austriamicrosystems (61) Micronas Semiconductor (39)	Logitech International SA	Komax AG Kudelski SA Temenos
Santé	Lonza (47) Novartis (70) Roche Holding (45) Straumann Holding (54) Tecan*	Actelion Basilea Pharmaceutica Ltd	Arpida Cytos Biotechnology Galenica SA Nobel Biocare Holding AG Sonova Holding AG Synthes Inc.
Industries	ABB (57) Adecco (45) Geberit (68) Georg Fischer (68) Huber+Suhner AG (46) Panalpina (43) SGS SA (56)	Belimo Holding AG Bobst Group Implenla Kuehne + Nagel International AG Meyer Burger AG Sulzer	ArboniaForsterHolding AG Bucher Industries AG Burckhardt Compression AG Flughafen Zürich AG Kaba Holding AG OC Oerlikon Schindler Holding AG. Von Roll Holding AG
Matériaux de base	Clariant (44) Givaudan (62) Holcim (61) Sika AG (44) Syngenta International AG (60)	Ems-Chemie Holding AG Schmolz+Bickenbach	Gurit Holding AG Quadrant AG
Télécommunication	Swisscom (55)		

() scores CDLI des entreprises dont les réponses sont publiques.

* L'entreprise a fourni seulement des réponses partielles qui n'ont pas permis de l'inclure dans le CDLI.

Remerciements

Pictet Asset Management et la **Fondation Ethos** remercient les personnes suivantes pour leur contribution à la réalisation de ce rapport.

CDP

Paul Dickinson
Sylvie Giscaro
Paul Simpson
Daniel Turner

Fondation Ethos

Jean Laville
Vinzenz Mathys
Simon Perrin

Pictet Asset Management S.A.

Christoph Butz
Nathalie Cerutti
Olivier Ginguené
Isabelle Goudal
Laurent Nguyen

Centre Info/INrate

Yvan Maillard-Ardenti
Alexandre Messerli
Philippe Spicher

Pictet & Cie

Havard Davies
Team Production Multimedia
Valérie Roduit

La **Fondation Ethos** remercie les caisses de pension suisses suivantes, membres de l'Ethos Engagement Pool, qui ont soutenu le CDP Suisse.

Suisse romande

- Caisse d'assurance du personnel de la Ville de Genève et des Services industriels de Genève (CAP)
- Caisse de pensions de l'Industrie de Pierres Scientifiques Hrand Djévahirdjian SA, Monthey
- Caisse de prévoyance du Diocèse de Sion (SPES)
- Caisse de prévoyance du personnel des établissements publics médicaux du Canton de Genève (CEH)
- Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration du Canton de Genève (CIA)
- Fondation Interprofessionnelle Sanitaire de Prévoyance (FISP), Prilly
- Les Retraites Populaires, Lausanne
- Prévoyance Santé Valais (PRESV), Sierre
- Skycare, Fondation de Prévoyance de Skyguide, Meyrin

Suisse Allemande

- Aargauische Pensionskasse, Aarau
- Jet Aviation Vorsorgestiftung, Zürich-Flughafen
- Luzerner Pensionskasse
- Nest Sammelstiftung, Zürich

- Pensionskasse Basel-Stadt
- Pensionskasse Bühler AG, Uzwil
- Pensionskasse Caritas, Luzern
- Pensionskasse Evangelisch-reformierten Gesamtkirchgemeinde Bern
- Pensionskasse der römisch-katholischen Landeskirche des Kantons Luzern
- Pensionskasse der Stadt Luzern
- Pensionskasse der Stadt Winterthur
- Pensionskasse Post, Bern
- Pensionskasse Stadt Zürich
- Pensionskasse Unia, Bern
- Pensionskassengenossenschaft des Schweiz. Gewerkschaftsbundes, Bern
- Personalvorsorgekasse der Stadt Bern
- Personalvorsorgestiftung der Schweizerischen Vereinigung Pro Infirmis, Zürich
- Previs - Personalvorsorgestiftung Service Public, Wabern
- Prosperita Stiftung für die berufliche Vorsorge, Basel
- SPIDA Personalvorsorgestiftung 2. Säule, Zürich
- Stiftung Abendrot, Basel